

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| DEPARTEMENT                                                                                  |
| <b>V A U C L U S E</b>                                                                       |
| COMMUNE                                                                                      |
| <b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b><br><b>Hôtel de Ville</b><br><b>Rue Carnot</b><br><b>BP 50038</b> |

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARR DAJ 2026-139

PG/CD/RC

Direction des affaires juridiques

Directrice : Clélie Devienne

Gestionnaire du dossier : Richard Chalier

Courriel : [juridique@islesurlasorgue.fr](mailto:juridique@islesurlasorgue.fr)

Mis en ligne le 30 mars 2026

## ARRETE DU MAIRE

**OBJET : DELEGATION DE FONCTION EN TANT QU'OFFICIER D'ETAT CIVIL A MADAME CHRISTELLE GLATIER.**

Le Maire de la Commune de L'Isle-sur-la-Sorgue,

**VU** Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-32 et R. 2122-10,  
**VU** La délibération du conseil municipal n°2026-023 du 27 mars 2026 portant élection de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT** que pour assurer une meilleure administration de la Commune et permettre ainsi le bon fonctionnement et la continuité du service public, il convient de prévoir une délégation de fonction permanente en tant qu'officier d'état civil à Madame Christelle GLATIER, agent titulaire, affectée au service population.

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Madame Christelle GLATIER, agent titulaire exerçant l'emploi permanent de chargée des fonctions d'état civil au service population de la commune, reçoit délégation de fonction, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour exercer les fonctions suivantes en tant qu'officier d'état civil :

- réalisation de l'audition commune ou des entretiens séparés, préalables au mariage ou à sa transcription ;
- réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation ;
- réception des demandes de changement de prénom ;
- réception de la demande d'enregistrement, de déclaration, de modification et de dissolution du pacte civil de solidarité,
- transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres de l'état civil ;
- établissement des actes relatifs aux déclarations visées ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** Madame GLATIER est également chargée de mettre en œuvre la procédure de vérification des données à caractère personnel contenues dans les actes de l'état civil.

Madame GLATIER peut valablement délivrer toutes copies, et extraits, quelle que soit la nature des actes.

Les actes ainsi dressés comporteront la seule signature de Madame GLATIER.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Commune. Il sera adressé à la Préfecture pour contrôle de la légalité et notifié à l'intéressée.

Fait à L'Isle-sur-la-Sorgue, le 30 mars 2026

**Pierre GONZALVEZ**  
Maire de L'Isle-sur-la-Sorgue



Notifié à l'intéressée le  
Madame Christelle GLATIER

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

→ d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire,

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé de réception de demande de recours gracieux.

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes,

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)